

Vive l'Anarchie - Semaine 12, 2024

Sommaire

- Lutter contre l'A69 depuis sa cuvette
- San Miguel (Chili) : La Cour d'appel décidera la sentence définitive pour le compagnon Francisco Solar
- La parole écrite subversive
- Berlin (Allemagne) : un géant du ciment perd ses camions à béton
- Open letter-contribution from Toby Shone (UK – Italy)
- L'affaire du limonadier : le grand final !
- Au programme des JO : perquisitions administratives et assignations à résidence...
- Radio-Canada a du sang sur les mains : retour sur les vitrines détruites dans la nuit du 12 au 13 mars.
- Annecy : « Fck Airbnb, refugees welcome »
- Berne (Suisse) : feu aux bornes de recharge électriques
- Carapatage#67 – Entretien avec une personne incarcéré en Suisse (20.03.24)
- Vézeronce-Curtin (Isère) : le parc à daims ne passe pas crème
- Perrignier (Haute-Savoie) : un salut éclair à la mairie
- Prison de Dresde (Allemagne) : Des nouvelles de Maja et une salutation de sa part

Lutter contre l'A69 depuis sa cuvette

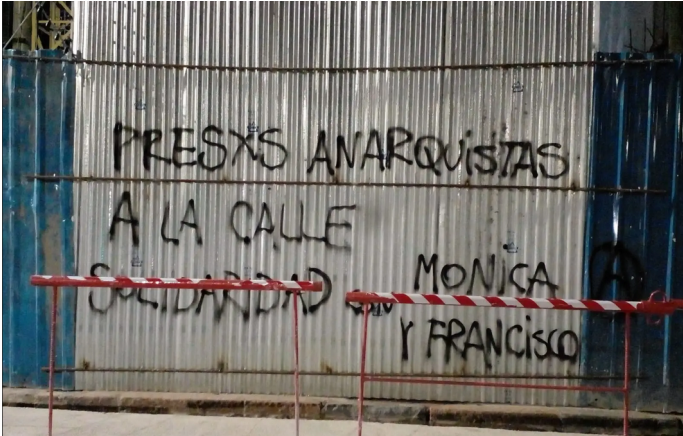
Publié le 2024-03-18 07:40:20

Dans la nuit du 5 au 6 mars, nous avons dégradé un véhicule de NGE fondation en solidarité avec la lutte contre l'A69. Cette entreprise qui artificialise des terres cultivables et détruit le vivant pour le profit de ses actionnaires ne mérite pas de circuler dans nos montagnes. Nous avons donc écrit "STOP A69" de tous les côtés du véhicule pour que tout le monde sache qui est NGE et lui avons dégonflé les pneus. Puisque NGE ne semble pas vouloir faire marche arrière, nous avons aussi pensé qu'elle n'avait pas besoin de ses deux rétroviseurs.

Nous avons été surpris de la facilité avec laquelle on peut soutenir la lutte contre l'A69 à distance et cela nous a apporté beaucoup de joie. Nous avons remarqué que de nombreux autres véhicules NGE circulaient dans les villes, nous invitons donc quiconque s'ennuierait à agir. Il suffit d'1 spray de peinture, 4 lentilles, 2 gants et 1 joli coup de pied.

San Miguel (Chili) : La Cour d'appel décidera la sentence définitive pour le compagnon Francisco Solar

Publié le 2024-03-18 07:55:04



En décembre 2023, le pouvoir judiciaire a

prononcé une condamnation à 86 ans pour le compagnon Francisco Solar et à 12 ans pour la compagne Mónica Caballero, qui sont accusé.es de différentes attaques explosives. Suite à son appel de cette condamnation, **le 27 mars 2024 la Cour d'appel de San Miguel décidera la sentence définitive pour le compagnon Francisco**. La condamnation de Monica n'a pas fait l'objet d'un appel.

Luttons contre la réclusion à perpétuité déguisée pour le compagnon anarchiste Francisco Solar !

Solidarité et complicité avec celles/ceux qui défient le puissants et le répresseurs !

La parole écrite subversive

Publié le 2024-03-18 08:00:04

La Nemesi / vendredi 15 mars 2024

Une intervention du compagnon Toby Shone, depuis la prison de Garth (Royaume-Uni), à l'occasion du débat « Pensée et action », débat organisé dans le cadre du Tattoo Circus qui
rs 2024.



Chers compas,

Ici c'est Toby Shone, un anarchiste emprisonné suite à l'opération Adream, une enquête anti-terroriste contre le projet de contre-information 325. J'appelle depuis une prison du nord-ouest de l'Angleterre, une prison de haute sécurité, pour détenus avec des longues peines, et le fait que nous puissions voler des moments comme celui-ci est vraiment important.

Comme vous le savez peut-être déjà, l'opération Adream a été une attaque répressive de l'État britannique lors de laquelle trois projets d'habitation collectifs, un domicile familial et un local de garde-meuble ont été perquisitionnés par les flics. J'ai été accusé d'être un administrateur du site 325.nostate.net, ce qui m'a valu quatre chefs d'inculpation terroristes : en vertu de l'article 2 (diffusion de publications terroristes), de l'article 15 (financement du terrorisme) et deux fois en vertu de l'article 58 (possession d'informations susceptibles d'être utilisées à des finalités terroristes). J'ai aussi été accusé de plusieurs actions directes et d'être membre de la FAI [*Fédération Anarchiste Informelle ; NdAtt.*], de l'ELF [*Earth Liberation Front ; NdAtt.*] et de l'ALF [*Animal Liberation Front ; NdAtt.*]*. Des centaines d'agents de police ont été impliqués en ces perquisitions simultanées, mais, malgré cela, seulement un.e des compas a été brièvement arrêté.e et ensuite relâché.e, faute de preuves. Il est clair, au vu de mes conditions de détention et de la surveillance constante, qu'une

investigation active se poursuit, avec la surveillance et des filatures des compas dehors, ainsi que par l'observation de centres sociaux anarchistes.

Pourquoi cela ? C'est parce que l'anarchisme est une menace pour l'ordre technocratique existant, nos groupes d'action directe ont une existence palpable, bien que minime par rapport à la tâche à accomplir, et la constellation de projets de contre-information continue à briller dans les nuits obscures et elle devient plus facile à utiliser et à consulter. Les publications anarchistes sont vues par la police et les services de renseignement comme quelque chose d'inacceptable. C'est probablement parce que le fait de rendre compte de l'action directe anarchiste, des luttes sociales et des révoltes crée un récit de subversion, qu'il est la cible d'autant de répression que celle exercée à l'encontre de celles/ceux qui réalisent les actions dont on rend compte. Il s'agit d'une stratégie qui existe depuis très longtemps. Dans le cas de l'opération Adream, la police a été effrayée par la rhétorique explicitement anarchiste insurrectionnaliste et anti-civilisation, combinée à la diffusion de publications en ligne et sur papier. Pendant les interrogatoires, une préoccupation particulière des enquêteurs était le *but* des publications anarchistes sur papier. Tous les documents électroniques ont une signature numérique juridique-scientifique, connue comme *hash value*, qui peut être suivie à travers Internet et les appareils numériques, même s'ils ont été effacés de ces appareils. Par contre, les publications sur papier ne peuvent pas être suivies, une fois qu'elles ont été distribuées, une enquête sur celles-ci nécessite une expertise judiciaire matérielle et une investigation de police traditionnelle : cela demande plus de ressources, d'argent et de personnel, notamment dans le cas d'initiatives éditoriales clandestines, qui peuvent avoir un calendrier de publication irrégulier et des méthodes de distribution « informelles ».

Cela nous ramène au *but* des publications anarchistes : des copies sur papier *existent* et ont la possibilité, en passant de main en main, d'avoir une existence matérielle percutante. Ils accumulent également les traces judiciaires, les livres, les revues, les brochures dont on parle, des idées dangereuses, qui peuvent inspirer nos vies. Leur durée est différente de celle des publications numériques et nous pouvons voir cela en conséquence. Nos publications, même si elles sont condamnées à rester dans des bibliothèques universitaires, des librairies commerciales, ou, pire, dans des musées et des galeries d'art, restent toujours controversées et même, dans certains cas, illégales. Leur but est la guerre sociale et la destruction de l'État. Dans le dossier d'enquête de l'opération Adream, la police cite des dizaines de publications anarchistes, dont une bonne partie nous semblent aller de soi, étant

librement disponibles dans des salons du livre anarchiste, dans des squats, des centres sociaux et sur des tables de presse lors des manifestations. Pourtant, pour la police, l'unité spécialisée et les procureurs, elles font partie d'une conspiration amorphe qui vise à renverser le système, ce qui est vrai, mais pas exactement selon l'interprétation perverse qu'ils veulent en donner. Pour qu'on se comprenne : nous sommes souvent confronté.es au modèle répressif qui attribue une fonction particulière aux théoriciens et aux écrivains, celle de « leadership ». Ces personnes sont accusées de donner des ordres et des instructions et ensuite des cellules ou des petites équipes exécutent ces ordres. Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est une offense à la pratique anarchiste, mais il s'est agi d'un éventail de questions que la division antiterroriste m'a posé. La possession d'une copie de la revue 325 indique-t-elle l'appartenance à une organisation ? Cette organisation mène-t-elle des actions ? Et cette organisation fait-elle partie d'une infrastructure terroriste plus large ? C'est le genre de questions qu'on m'a posées. Avec ces machinations, ils forment des marionnettes de la répression et les organisent en structures hiérarchiques qui reflètent leurs esprits fiévreux. Lors de ces interrogatoires, les enquêteurs se sont donc concentrés, par moments, à me poser des questions sur les fonctions administratives, les flux décisionnels, les statistiques, la population cible, la recherche et la linguistique, ou les traductions. Sur ce dernier point, les flics voulaient savoir *qui* était responsable des traductions, *comment* ils/elles étaient organisé.es et *qui* décidait *ce que* devait être traduit.

A quel point le niveau de la répression correspond-t-il à celui de nos actions ? Pour moi, la réponse est claire. A l'heure actuelle, le niveau de la répression va bien au-delà de celui de l'action directe anarchiste. C'est la nature même de la répression de l'État de viser à être écrasante et notre lutte n'est rien d'autre encore que la lutte d'une minorité agissante. Au Royaume-Uni, le silence et le manque d'actions soulignent la mort sociale vivante. Mais cela n'a pas toujours été le cas. Et l'avenir reste à écrire. C'est pourquoi l'infiltration policière continuera d'essayer d'empêcher les ruptures et les attaques individuelles. Il est impossible de séparer l'opération Adream des conséquences de plus d'une décennie d'actions directes anarchistes et d'émeutes sociales à Bristol. Bien que ces choses soient maintenant dans une situation de reflux, cela ne signifie pas qu'elles le resteront. L'anarchisme reste une partie du tissu de cette région du Sud-Ouest. Et les endroits où sont publiés les comptes-rendus, les communiqués et les analyses resteront en haut de la liste des cibles de l'État. Les centaines sinon les milliers d'éditeur.trices à travers le monde, partie d'une connectivité de l'anarchisme contemporain, renforcent notre capacité à rester pertinent.es et en expansion.

D'énormes changements ont lieu dans la société et le mécontentement de masse peut se transformer en une résistance vitale nécessaire. La nouvelle critique anarchiste des technologies de pointe est citée par différents services de renseignement, étatiques et privés, comme ayant la dangereuse capacité d'infecter la population avec une profonde colère à l'encontre de l'avenir numérique. Ce futur planifié par les patrons est un vaste État de surveillance, faisant partie de la matrice cybernétique où les machines sont en train de prendre la place des humains et l'intelligence artificielle s'est insérée partout où elle peut trouver une place. De la même manière, nous pouvons voir que les êtres humains deviennent de plus en plus semblables à des machines et que leur environnement est dégradé et pollué. Nous pouvons de plus en plus parler du fait que de nombreux échecs complets ont lieu au sein de différents systèmes sociaux, à cause de l'effondrement écologique et de la transformation économique et post-industrielle. D'énormes territoires changent rapidement à cause d'inondations, de feux de forêt, de courants d'air et d'intenses tempêtes. Des défis sans précédent surviennent très rapidement, avec des effets néfastes sur des points critiques liés à l'agriculture, aux migrations, à la division du travail, aux conflits géopolitiques, etc. Nos publications et nos réseaux de contre-information sont un moyen direct par lequel nous pouvons communiquer nos analyses et nos méthodes d'organisation. La répression reconnaît le danger de la contagion de ce message et de notre récit. Pour eux, le fait de rendre illégales nos publications et d'essayer d'imposer des peines exemplaires n'est qu'un moyen. Et c'est ce à quoi nous avons toujours été confronté.es. Si nous sommes efficaces, nous rencontrons la répression, la prison, la mort. C'est ce à quoi sont confronté.es de nombreux compas à travers le monde, en ce moment. Essentiellement, certains d'entre nous vivent sous surveillance et font l'objet d'enquêtes depuis si longtemps que tout ce qu'ils/elles font peut être considéré comme un crime, même le simple fait d'exister. Cela vaut la peine d'être écrit et quand nous lisons et en savons plus sur ce à quoi les autres sont confronté.es, et comment, nous pouvons devenir plus fort.es.

Enfin, je voudrais parler de la censure à laquelle je suis confronté ici. Car c'est une caractéristique constante de mon emprisonnement et fait également partie du sujet dont nous discutons. De nombreux compas rencontrent des problèmes avec leur correspondance et la réception de publications. Ce n'est pas rare. Mais il vaut la peine de dire qu'on m'a refusé l'accès à la plus grande partie de ma correspondance et des livres qu'on m'a envoyés. Même si l'administration pénitentiaire nie que cela ait lieu, c'est certainement le cas. C'est la force de nos bulletins, de nos livres, des lettres par lesquelles nous gardons le contact avec nos

compas : ils font peur à l'ennemi. Dans mon cas, on me refuse aussi les textes et les livres socialistes, marxistes/autonomes et communistes qui m'ont été envoyés par des personnes solidaires appartenant à la gauche radicale, ainsi que les livres sur l'histoire des Noirs, sur la justice transformatrice et l'abolition des prisons. Les très rares livres anarchistes que j'ai réussi à recevoir, je les tiens près de mon cœur, ici dans ma cellule. La liberté est écrite avec de l'encre et avec notre sang, comme elle l'a toujours été et comme elle le sera toujours. Donnez de la valeur à vos livres, à vos journaux, aux lettres que vous envoyez et recevez, la mémoire combative persiste et nous la transmettons à chaque nouvelle génération, non sans efforts.

Je m'arrête ici et du coup je vous remercie pour votre énergie et votre attention et j'envoie une grosse accolade à tout le monde, en particulier à celles/ceux qui subissent la répression à cause des publications. Car des mots viennent les actes, c'est le sujet que nous avons abordé aujourd'hui. Amour et rage ; merci à vous.

Toby

prison de Garth, 4 mars 2024

Note d'Attaque : toutes ces charges ont été abandonnées avant le procès. Toby a été condamné en octobre 2021 à 3 ans et 9 mois pour possession de drogue. Il est censé sortir de prison en novembre 2024.

Berlin (Allemagne) : un géant du ciment perd ses camions à béton

Publié le 2024-03-18 08:25:05



[La nuit du 14 au 15 mars à Berlin, vers 3h50, six camions à béton ont été entièrement détruits et trois autres engins (des pelleteuses) endommagés par les flammes sur le chantier de l'autoroute A100, dans la Kiefholzstrasse. Ces bétonnières appartenaient au groupe allemand HeidelbergMaterials, le deuxième plus grand producteur mondial de ciment. Le 27 décembre 2023, c'est le site d'un autre géant du béton, CEMEX, qui avait déjà été attaqué à Berlin (cinq camions toupie incendiés ainsi que la ligne de convoyage des matériaux en vrac et un bâtiment technique près des silos). Et le 19 janvier 2024, deux pelleteuses présentes sur ce même chantier berlinois de l'autoroute A100 avaient déjà été consumées par les flammes de la colère.]

Voici la traduction du communiqué de l'attaque du 15 mars contre HeidelbergMaterials, sorti le jour même sur indymedia allemande.]

Incendie volontaire contre HeidelbergMaterials // S'attaquer aux continuités coloniales // Stopper l'A100

Armés d'engins incendiaires et de rage, nous avons rendu temporairement inoffensive hier soir une cimenterie de HeidelbergMaterials AG sur le chantier de l'A100. Pour ce faire, nous

avons éliminé par le feu plusieurs bétonnières et pelleteuses sur le site de l'usine. Avec plus de 800 filiales, *HeidelbergMaterials* est le deuxième plus grand producteur de ciment au monde – et occupe la deuxième place des entreprises les plus nuisibles au climat en Allemagne, derrière RWE. Mais d'autres ont déjà décrit en détail, dans un communiqué sur l'attaque contre CEMEX* fin décembre 2023, à quel point la production de ciment est lourde de conséquences pour l'environnement.

Cependant, chaque camion-toupie qui déverse son béton sur la chaussée de l'A100 ne produit pas seulement d'énormes quantités d'émissions de CO₂, mais consolide également les continuités coloniales telles que l'accaparement des terres, le pillage des ressources et l'esclavage salarial. Certes, l'extraction de matières premières pour la production de béton laisse ici aussi de profondes cicatrices dans la terre et détruit la flore et la faune, mais l'ampleur et la menace pour l'humain et la nature dans le Sud global sont bien plus importantes et les conséquences bien plus existentielles dans la plupart des cas. Aucune campagne de *greenwashing*, aussi coûteuse soit-elle, ne pourra jamais faire oublier ces faits. Faire appel à la conscience des responsables serait toutefois une perte de temps. Des réponses plus radicales sont nécessaires pour mettre un terme à l'écocide en cours, conséquence de l'extractivisme massif et du mode de production industriel. L'une d'entre elles consiste à s'attaquer aux infrastructures et aux outils de travail qui détruisent la nature. Switch Off.



- **Pour les communautés indigènes Samin dans le massif karstique de Kendeng sur l'île de Java, en Indonésie**, où HeidelbergMaterials, par le biais de sa filiale « *PT Indocement* », a construit plusieurs cimenteries et extrait du calcaire malgré l'opposition de la population locale. L'intervention massive dans l'écosystème sensible du karst détruit notamment les ressources naturelles en eau qui servent de base à l'économie de subsistance locale et menace ainsi les moyens de subsistance de milliers de personnes des communautés indigènes.
- **Pour les Palestinien.nes de Cisjordanie**, où, à l'ombre de la guerre de Gaza et de l'affaînement délibéré de sa population sous les yeux de l'opinion publique mondiale, l'expulsion, l'accaparement des terres et la violence continuent de s'intensifier. *HeidelbergMaterials* exploite, par le biais de sa filiale qu'elle détient à 100%, « *Hanson Israel* », la carrière Nahal Raba sur un territoire occupé par Israël et revendiqué par les

habitant.es du village d'az-Zawiya, qui vivent à proximité immédiate de la carrière. Par sa surexploitation, *HeidelbergMaterials* soutient la politique d'occupation d'Israël, prive les populations locales de ressources économiques, endommage l'écosystème et alimente le conflit.

- **Pour les communautés nomades sahraouies du Sahara occidental**, où *HeidelbergMaterials*, par le biais de sa filiale « *Ciments du Maroc* », extrait des matières premières pour la production de ciment sur des territoires sahraouis occupés par le Maroc, dont une grande partie a été expulsée et contrainte de s'installer dans des camps de réfugiés.
- **Pour la population du Togo**, où *HeidelbergMaterials* est l'un des plus gros investisseurs étrangers de cette ancienne colonie allemande, et entretient les meilleures relations du monde avec le régime dictatorial de Gnassingbé. Suivant la tradition coloniale, la main-d'œuvre y est exploitée et des groupes entiers de population sont expropriés et expulsés. L'extraction de chaux s'accompagne de la destruction de la végétation, ce qui entraîne la disparition des espèces animales indigènes et la destruction du patrimoine archéologique, culturel et historique, dont des étangs et des forêts sacrés, des sites rituels et des tombes traditionnelles. Attaquons l'industrie et l'économie qui profitent du colonialisme et de la destruction de la nature et rendent de plus en plus impossible un avenir digne d'être vécu !

Salutations combatives aux volcans qui crachent du feu*, à l'occupation de la forêt de Grünheide et aux companerxs de la Célula Insurreccional por el Maipo – Nueva Subversión d'Abya Yala – tous vos mots réchauffent nos cœurs. Besos !

Pour l'anarchie, pour la terre, pour nos vies.

PS : Capitalisme d'expansion, capitalisme d'expansion, capitalisme d'expansion... Oui, cher logiciel de reconnaissance de texte [utilisé par les flics pour tenter d'établir des liens linguistiques entre les auteur.es de communiqués revendications], nous aussi nous nous servons sans retenue de passages quelconques d'autres textes, les trouveras-tu ? Un grand FUCK YOU à VS, au BKA [Office fédéral de police criminelle] et aux scribouillards complaisants des journaux à scandales du groupe Springer. Get a Life !

* NdT : nous avons mis le lien vers la traduction française des communiqués lorsqu'elle était disponible

Open letter-contribution from Toby Shone (UK – Italy)

Publié le 2024-03-18 17:20:03

We forward a contribution of Toby Shone from Garth prison in UK, for the debate “Thought and Action – Repressive Attacks on the Anarchist Written Word” held in Turin, Italy on the 10th of March 2024.

in pdf

THE SUBVERSIVE WRITTEN WORD

Dear comrades,

This is Toby Shone, an anarchist imprisoned in the operation Adream which was an antiterrorist investigation against the counter-information project 325. I am calling from a prison in northwest England, it's a long term, high security prison, and the fact that we can steal these moments is very important.

As you may already know, Operation A-dream was a repressive attack by the UK state in which 3 collective housing projects, a family home and storage unit were raided by cops. I was accused of being an administrator of 325.nostate, which earned me 4 terrorist charges: section 2 (distribution of terrorist publications), section 15 (funding terrorism) and two counts of section 58 (possession of information which is likely to be useful for terrorist purposes). I was also accused of several direct actions and membership of FAI, ELF and ALF. Hundreds of police were involved in the simultaneous raids and despite this, only one of the comrades were briefly detained and subsequently released for lack of evidence. It's clear through the conditions of imprisonment I am held under and the constant monitoring that an active investigation continues with tailings and surveillance of comrades on the outside along with observation of anarchist social spaces.

Why is this taking place? It's because anarchism is a threat to the existing technocratic order, our direct-action groups have a palpable reality in however minimal way in comparison to the task to be done, and the counter-information constellation continues to shine in the dark

nights and become easier to use and navigate. Anarchist publishing is viewed as being an unacceptable endeavour by the police and intelligence services. Reporting on anarchist direct action, social struggles, and uprisings because it forms a narrative of subversion is arguably targeted with as much repression as that towards those who carry out the deeds that are being report-ed. It's a strategy which has been in existence for a very long time. In the case of Operation Adream, the police was scared of the explicit anarchist insurrectionalist and anti-civilization rhetoric combined with the distribution of electronic and paper publications. During the interrogations a particular concern of the detectives was the purpose of anarchist paper publication. All the electronic documents have a digital forensic signature known as the hash value which can be tracked across the internet and devices even if deleted from those devices. Paper publications on the other hand, cannot be tracked as they are distributed – an investigation into them requires material forensics and a traditional police enquiry: this needs more resources, money, and personnel and especially the underground publishing initiatives which may have an irregular schedule of publishing and “informal” methods of distribution.

This brings us back to the purpose of anarchist publications: paper copies exist and have the power through being passed hand to hand to have an impactful material reality. They also accumulate forensic traces, the books, magazines, and pamphlets we are talking of, dangerous ideas, which can inspire our lives. Their time duration is different from those digital, and we can view that accordingly. With our publications, even if they are doomed to be in university libraries, mainstream bookshops, or worse, museums and art galleries, they always remain controversial and even illegal in some cases. Their purpose is social war and the destruction of the State. In the investigation files of Operation Adream, dozens of anarchist publications were cited many of which we may take for granted, that are freely available at anarchist bookfairs, squats, social centres and stalls at events. Yet to the police, special unit, and prosecutors these publications form part of an amorphous conspiracy aimed at overthrowing the establishment, which is correct, but not exactly in the perverse way that they wish to interpret it. To explain, we are often confronted by the repressive model that has a special function ascribed to theorists and writers, that of “leadership”. They are accused of giving orders and instructions and then cells or cadres then carry out those orders. I don't need to tell you that this is an offense to anarchist practice, but it was a clear line of questioning put to me by the counter terrorist division. Does possession of 325 magazine indicate membership of an organization? Does that organization execute actions? And is that organisation part of a larger terrorist infrastructure? These are the types of questions

bounced at me. With this scheming, marionettes of repression are formed, arranged in hierarchical structures which reflect their feverish minds. So, in those interrogations the investigators focused in some parts on questioning me about administrative functions, decision making flows, statistics figures, target demographics, research and linguistics, or translations. To the latter the cops wanted to know who was responsible for the translations, how they were organized, and who decided what should be translated.

At what level does the level of repression equate to that of our actions? For me, the answer is straight forward. The level of repression is currently far beyond that of the anarchist direct action. It's the nature of State's repression to aim to be overwhelming and our struggle is still only an active minority. In the UK the silence and lack of action highlights the social living death. But it was not always this way. And the future remains unwritten. That's why police infiltration will continue to try to prevent ruptures and individual attacks. It's impossible to separate Operation Adream from the consequences of over a decade of anarchist direct action and social riots in Bristol. Although those things are at low ebb currently, it doesn't mean that it will remain so. Anarchism remains part of the fabric of this South-West region. And where the reports, communiques and analysis are published will remain high in the list of targets for the State. The hundreds if not thousands of publishers across the world, part of a connectivity of contemporary anarchism, add to our ability to stay relevant and expansive.

Huge changes are taking place in society, and mass discontent has the possibility to form into a needed vital resistance. The new anarchist critique of high technology is cited by various intelligence agencies, State and private, as having the threatening ability to infect the population with a deep anger of the digital future. This future being planned by the bosses is a vast surveillance state which is part of the cybernetic matrix, where machines are taking the place of humans, and the artificial intelligence has inserted itself into every place it can be situated. Likewise, we can see human beings are becoming more machine-like, and their environment is degraded and polluted. Increasingly we can talk about the fact that many complete failures are taking place in various social systems, due to the ecological collapse and economic and post-industrial transformation. Huge territories are rapidly changing from floods, wildfires, draughts and intense storms. Unprecedented challenges are coming very quickly with harsh effects on critical points pertaining to agriculture, migration, division of labour, geopolitical conflicts and so on. Our publications and counter-information networks are a direct way in which we can communicate our analysis and methods of organization. Repression recognizes the danger of the contagion of this message, and the narrative which

we possess. To the extent that they illegalize our publications and try to impose exemplary sentences is only a means to an end for them. And this is what we have always faced. If we are effective, we meet repression, prison, death. That's what many comrades face across the world right now. Essentially some of us have been living under surveillance and investigation for so long, everything we do could be considered as crime, simply existing. That's worth writing about and when we read and know more about what others are confronting and how, we can gain our power.

Lastly, I want to talk about the censorship I am facing here. Since it's been a consistent feature of my imprisonment and is also part of the topic we're discussing. Many comrades face problems with their correspondence and receiving publications. This is not unusual. But it's worth saying here that I've been denied access to the majority of my correspondence and books which I am being sent. Even though I am facing denials by the prison administration that this is taking place, it most certainly is. This is the strength of our newsletters, our books, our letters to catch with comrades, that they make the enemy afraid. In my case, I'm also being denied socialist, autonomous-marxist and communist papers and books, which have been sent to me by those in solidarity from the radical left, as well as books on black history, transformative justice, and prison abolition. The very few anarchist books I have managed to receive I hold them close to my heart, here in my cell. Freedom is written with ink and our blood, like it always has been and will be. Value your books, your newspapers, your letters sent and received, combative memory persists, and we pass it to each new generation without efforts alone.

I'll finish here and so I thank you for your energy and your attention, and a strong hug to all, and especially those under repression for the written word. For from the words come deeds, and that is the topic we've encountered today. Love and rage, thank you.

Toby,

Garth Prison, 4th of March 2024

Actforfree receive and spread

L'affaire du limonadier : le grand final !

Publié le 2024-03-18 19:30:06

Le 24 janvier 2024 s'est tenu le procès de G., inculpé de tentative de port d'arme blanche dans la sombre affaire du limonadier (sur l'affaire en détail voir le texte « Et maintenant il faut des limonadiers ... ») qui a tenu en haleine la France depuis le 24 avril 2022, jour où est arrêté G. à Châtelet par la BRAV-M alors que les gens s'y rassemblent à l'occasion des résultats du second tour des présidentielles et que la police contrôle à tour de bras pour empêcher quiconque de troubler l'ordre démocratique.

G. fit 48 heures de GAV et alla jusqu'au dépôt, où il refusa une composition pénale avec reconnaissance de culpabilité (qui prévoyait 300 euros d'amende et 6 mois d'interdiction de paraître à Paris). Ce refus lui valu d'être poursuivi au final en correctionnelle pour "port d'arme blanche de catégorie D" lors d'une première audience, qui fut finalement reportée au 24 janvier 2024. Un feuilleton judiciaire à rebondissement pour un affaire hautement sensible commencée au moment où un flic particulièrement averti pensa écarter le danger qui pesait sur la République en trouvant au fin fond du sac de G. un outil pour ouvrir des bouteilles de vin...

Malgré la tentative assez désespérée de la proc' de montrer que le port d'un ustensile de serveur doté d'une lame de 1,5 cm était une grave infraction au regard de la loi sacrée de notre République, G. a été relaxé et le tribunal a également condamné l'état à hauteur de 2 000 euros. Le juge a motivé sa décision sur le fait que la proc' n'avait pas pu produire la pièce qui justifierait à l'époque le contrôle et la fouille du sac de G., en l'espèce l'arrêté préfectoral du 24 avril 2022. qui devait détailler ce que les flics avaient le droit de faire et jusqu'où allaient leurs prérogatives ce soir là.

Une affaire judiciaire bien risible de close, qui montre que ce genre d'arrestations et de poursuites ont principalement pour but que de décourager tout un chacun dans des moments précis où la contestation gronde et pourrait s'intensifier. Bien souvent, ce genre d'affaires se dégonfle après devant le tribunal, car les dossiers sont vides et les poursuites ridicules. Ce

procès nous donne aussi l'occasion de voir que le refus des compositions pénales avec reconnaissance de culpabilité, vendue au chantage par les procs à la fin de la GAV contre l'abandon des poursuites, est toujours utile et efficace. De même que le refus de signalétique, qui était initialement un des chefs d'inculpation dans la procédure et qui fut retiré au final.

Ne re les chantages policiers et judiciaires

Liberté

L'AFFAIRE DU LIMONADIER : LE GRAND FINAL

Le 24 janvier 2024 s'est tenu le procès de G., inculpé de tentative de port d'arme blanche dans la **SOMBRE AFFAIRE DU LIMONADIER** (sur l'affaire en détail voir le texte «Et maintenant il faut des limonadiers ...») qui a tenu en haleine la France depuis le 24 avril 2022, jour où est arrêté G. à Châtelet par la BRAV-M alors que les gens s'y rassemblent à l'occasion des résultats du second tour des présidentielles et que la police contrôle à tour de bras pour empêcher quiconque de troubler l'ordre démocratique.

G. fit 48 heures de GAV et alla jusqu'au dépôt, où il refusa une composition pénale avec reconnaissance de culpabilité (qui prévoyait 300 euros d'amende et 6 mois d'interdiction de paraître à Paris). Ce refus lui valu d'être poursuivi au final en correctionnelle pour "port d'arme blanche de catégorie D" lors d'une première audience, qui fut finalement reportée au 24 janvier 2024. Un feuilleton judiciaire à rebondissement pour un affaire hautement sensible commencée au moment où un flic particulièrement averti pensa écarter le danger qui pesait sur la République en trouvant au fin fond du sac de G. un outil pour ouvrir des bouteilles de vin...

Malgré la tentative assez désespérée de la proc' de montrer que le port d'un ustensile de serveur doté d'une lame de 1,5 cm était une grave infraction au regard de la loi sacrée de notre République,



G. A ETE RELAXE ET LE TRIBUNAL A EGALEMENT CONDAMNE L'ETAT

à hauteur de 2000 euros. Le juge a motivé sa décision sur le fait que la proc' n'avait pas pu produire la pièce qui justifierait à l'époque le contrôle et la fouille du sac de G., en l'espèce l'arrêté préfectoral du 24 avril 2022, qui devait détailler ce que les flics avaient le droit de faire et jusqu'où allaient leurs prérogatives ce soir là.

Une affaire judiciaire bien risible de close, qui montre que ce genre d'arrestations et de poursuites ont principalement pour but que de décourager tout un chacun dans des moments précis où la contestation gronde et pourrait s'intensifier. Bien souvent, ce genre d'affaires se dégonfle après devant le tribunal, car les dossiers sont vides et les poursuites ridicules. Ce procès nous donne aussi l'occasion de voir que le refus des compositions pénales avec reconnaissance de culpabilité, vendue au chantage par les procs à la fin de la GAV contre l'abandon des poursuites, est toujours utile et efficace. De même que le refus de signalétique, qui était initialement un des chefs d'inculpation dans la procédure et qui fut retiré au final.

NE RECONNAISSONS JAMAIS RIEN ! NE NOUS LAISSONS JAMAIS AVOIR PAR LES CHANTAGES POLICIERS OU JUDICIAIRES !

LIBERTÉ POUR TOUS ET POUR TOUTES DECAPSULONS LE MONDE



Au programme des JO : perquisitions administratives et assignations à résidence...

Publié le 2024-03-19 07:28:03



A l'approche des prochains Jeux olympiques et paralympiques de cet été qui se dérouleront à Paris et sa banlieue, mais aussi à Lille, Marseille, Châteauroux ou en Polynésie (sans parler des lieux de résidence et d'entraînement des délégations étrangères), l'étau se resserre petit à petit contre toutes celles et ceux qui risquent de faire tâche dans le décor clinquant. On connaissait déjà les galériens expulsés des squats ou virés des hôtels sociaux pour les dégager de la capitale à l'approche des JO ; on connaissait déjà le déploiement spécial JO de la vidéosurveillance algorithmique (développé par les start-ups *Wintics*, *ChapVision* et *Videtics*) destinée à « *identifier des situations anormales* » dans la rue, ou

encore la création de laissez-passer en mode attestation et *QR code* pour les riverains des sites et des cérémonies. Et voici que le pouvoir commence à dévoiler chichement les « *mesures de sécurité préventives* » qu'il entend mettre en œuvre contre ses différents ennemis de l'intérieur

La première salve d'annonces en ce sens a débuté mardi 5 mars devant la commission des lois du Sénat, qui recevait une brochette de responsables à glands dorés et à galons venus accompagner le ministre de l'Intérieur : la directrice de la DGSI, les préfets de Paris et de la région Île-de-France, ou encore les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie. Là, en plus des événements comme le parcours de la flamme dans 400 villes pendant 68 jours ou de la cérémonie d'ouverture sur la Seine le 26 juillet, considérés plus largement au sein d'une période de tensions potentielles qui s'étendra du 8 mai (arrivée de la flamme par bateau à Marseille depuis la Grèce) au 8 septembre (fin des jeux paralympiques), c'est toute une série de « menaces » qui ont ainsi été ciblées par les autorités.

Selon les services concernés, ces dernières vont classiquement, de la « *menace terroriste d'inspiration islamiste* » jusqu'à la « *menace contestataire* ». Cette dernière, jugée « *la plus probable* », se décline à son tour entre « *environnementalistes radicaux* » (à l'exemple de Sainte-Soline, explicitement citée), « *contestations d'ultra-gauche/d'ultra-droite* », mais aussi en menace « *économique et sociale* » ou liée à des « *particularismes locaux* » (la Corse et les agriculteurs ont été cités lors de cette audition). Mais là où les choses prennent une

le ministre de l'Intérieur a fait afficher sur l'écran géant du Sénat en cours.



D'abord, il y a ce qu'ils nomment le *criblage*. Celui-ci concerne

tous les individus qui pourront accéder de près ou de loin aux zones des Jeux Olympiques (agents de sécurité, porteurs de flamme, riverains proches, volontaires de l'organisation, employés dans la restauration ou la logistique, touristes louant sur Airbnb, conducteurs de taxis et bus) : un million d'enquêtes doivent être réalisées à cette fin, dont 150.000 auraient déjà été effectuées par le *Service national des enquêtes administratives de sécurité* (SNEAS), conduisant à écarter 715 personnes, dont 10 fichés S et 25 sous OQTF. Concrètement, le nom de chaque personne est entré dans le système *Accred* (automatisation de la consultation centralisée de renseignements et de données), qui interroge onze fichiers au total, dont le fameux fichier TAJ (traitement des antécédents judiciaires) mais aussi ceux d'*Interpol*, avant qu'un logiciel émette ou pas un avis d'incompatibilité. En cas de feu rouge, c'est ensuite un.e « analyste » humain qui prend le relais : « *il approfondit le dossier, se rapproche éventuellement d'un tribunal ou d'un commissariat [pour le détail des antécédents], passe au peigne fin les comptes Facebook et Twitter de l'intéressé [pour les soupçons de radicalisation]...* » puis délivre un avis favorable ou non.

Ensuite, il y a la centralisation de tout « *signalement* » reçu au sein d'une cellule ad hoc, le *centre de renseignement olympique* (CRO), regroupant les différents services de l'anti-terrorisme (de la DGSI aux renseignements territoriaux et ceux de la gendarmerie ou le SAT de la police judiciaire parisienne). **Mais surtout, il y a les mesures dites préventives, nommées dans la novlangue bureaucratique « *dispositif spécifique d'anticipation, de suivi et d'entrave* ». Soit concrètement des perquisitions administratives et des assignations à résidence programmées en *amont* et *pendant* les Jeux olympiques.**

Ces mesures préfectorales sont directement issues des dernières lois antiterroristes ayant fait entrer dans le droit commun de nouvelles possibilités administratives, jusqu'alors réservées à la seule déclaration de l'état d'urgence. Alors que ce dernier avait été déclaré en novembre 2015 suite aux attentats du Bataclan et aux terrasses des cafés, puis prolongé six fois de suite jusqu'à l'automne 2017, en permettant assignations à résidence, fermeture de lieux, interdiction de manifester et perquisitions administratives de jour comme de nuit, c'est la loi SILT du 30 octobre 2017 qui a permis d'intégrer ces dispositions dans la loi ordinaire. Oh, bien sûr, dans son immense sagesse, le pouvoir avait prévu que l'élargissement de ses prérogatives extra-judiciaires ne soient que provisoires, avec une limite fixée à trois ans par cette loi « *renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme* » (*SILT*), soit au 31 décembre 2020. Sauf que chacun connaît bien l'habituelle carotte des pouvoirs dits exceptionnels qui deviennent vite des plus banals, et c'est ainsi que non seulement la SILT

fut prolongée de sept mois supplémentaires, mais qu'elle fut aussi définitivement pérennisée par une nouvelle loi datée du 30 juillet 2021, dite « *relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement* ».



Des mesures opérationnelles

→ Mise en œuvre d'un dispositif spécifique d'anticipation, de suivi et d'entrave, au moyen de mesures administratives et judiciaires (visites domiciliaires, mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance, etc.).

→ Réalisation de criblages

Près d'un million d'enquêtes administratives de sécurité doivent être réalisées pour les JOP.

A ce jour, 89 000 ont déjà été effectuées donnant lieu à 280 avis d'incompatibilité (en raison des antécédents judiciaires ou d'un rapprochement avec les fichiers de renseignement) dont 6 fichés S et 25 OQTF.

→ Mise en place d'une cellule de centralisation, d'attribution, et de suivi du traitement des signalements relevant du périmètre de la lutte antiterroriste

Elle est composée de 6 services du MIOM concourant à la lutte antiterroriste : DGSI, DRPP, PPPJ/SAT, DNRT, DNPJ, SDAO.

Sécurisation des JOP

7

C'est donc dans ce cadre législatif antiterroriste somme toute récent que les mesures de police conférées aux autorités administratives (soit le préfet) vont être déployées à l'occasion des JO. Si on en croit le visuel du ministère de l'Intérieur projeté le 5 mars au Sénat et reproduit ci-dessus, sont programmées d'une part des « *visites domiciliaires* », et d'autre part des MICAS (« *mesures individuelles de contrôle administratif et de surveillance* »). Elles sont quelque part à l'image des mesures qui avaient été prises sous état d'urgence à l'occasion de la COP21 sur le climat organisée à Paris en 2015, avec des interdictions de séjour en Île-de-France ou des assignations à résidence qui concernaient alors les individus fichés comme appartenant à la « *mouvance contestataire radicale* » (bien au-delà de la traditionnelle question « terroriste », donc). A l'époque, le Conseil d'État avait tranché le 11 décembre 2015 que la « *menace pour la sécurité et l'ordre public* » qui était reprochée à sept activistes et avait conduit à leur assignation à résidence, pouvait résulter d'autres faits que ceux issus de la « *menace terroriste* » qui en régissait pourtant la possibilité, au prétexte qu'il existait un lien entre les deux types de menaces, même indirect, établi par... la mobilisation conjointe des forces de l'ordre à la fois contre le terrorisme et pour « *assurer la sécurité et le bon déroulement* » de la COP !

Mais venons-en aux mesures administratives elles-mêmes, qui sont depuis passées de la loi d'urgence à la loi ordinaire, au sein du *Code de la sécurité intérieure*.

Les « visites domiciliaires » administratives avec saisie de tout objet ou donnée –soit l'équivalent des perquisitions menées dans un cadre judiciaire–, peuvent être effectuées *en tout lieu* (privé, public ou dans un autre dont l'existence est découverte lors de la « visite ») sur ordonnance d'un juge des libertés et de la détention (JLD) et après avis du procureur de la République antiterroriste, le tout sur simple demande du Préfet. Ses horaires légaux sont 6h-21h, mais peuvent aussi s'étendre à la nuit lorsque les flics mettent en avant « *l'urgence ou les nécessités de l'opération* ». Ces perquisitions administratives se basent sur les fameuses notes blanches des services de renseignement, chargées de décrire *comportements et convictions*, selon une acceptation très large.

Leur justification officielle est la suivante : l'existence de « *raisons sérieuses de penser [qu'un lieu] est fréquenté par une personne dont le **comportement** constitue une menace d'une particulière gravité pour la sécurité et l'ordre publics en lien avec le risque de commission d'un acte de terrorisme* » et « *que cette personne entre en relations habituelles avec des personnes ou des organisations impliquées dans le terrorisme, ou adhère à une idéologie terroriste* ». Pour donner un exemple de la facilité instrumentale de son usage par le pouvoir, il y avait eu 272 requêtes préfectorales de visites domiciliaires à travers tout le territoire en un seul petit mois (octobre 2020) suite à l'assassinat de Samuel Paty, dont 7 de nuit « *au regard de l'impulsivité de l'individu concerné ou afin de s'assurer de sa présence et de celle des matériels recherchés* ».

Enfin, dans une jurisprudence récente du 5 décembre 2023, la Cour de cassation a validé tout cela dans les grandes largeurs :

* elle a estimé qu'une note blanche ne doit pas nécessairement être corroborée par d'autres pièces, « *dès lors que les faits qu'elle relate sont précis et circonstanciés* ».

* elle a estimé qu'indépendamment du fameux *risque* de la commission d'un acte, le seul fait de promouvoir/soutenir/diffuser/faire l'apologie d'un acte qualifié de terroriste par les services était suffisant pour justifier une perquisition administrative. Soit le fait qu'un individu « *soutient, diffuse, lorsque cette diffusion s'accompagne d'une manifestation d'adhésion à l'idéologie exprimée, ou adhère à des thèses incitant à la commission d'actes de terrorisme ou faisant l'apologie de tels actes* ».

* elle a débouté le recours d'un islamo dont l'association religieuse avait été perquisitionnée administrativement en 2021, recours qui mettait en avant le fait que les éléments de

comportement relevés contre lui par la note blanche dataient de... six ans plus tôt (2008-2014) ! Et ce, d'après la Cour de cassation, parce qu'au-delà de « *ses agissements personnels* » certes « *anciens* », il était resté *en lien* via cette association (dont il était co-mêmes et plus récemment, bla bla bla.



Les MICAS (« *mesures individuelles de*

contrôle administratif et de surveillance »), basées sur les mêmes éléments et justifications que les « *visites domiciliaires* » –soit un comportement et des liens avec d'autres personnes à base de notes blanches suspectives–, comportent pour leur part de nombreuses mesures, dont plusieurs sont cumulables. Elles émanent directement du ministre de l'intérieur, après en avoir informé le procureur de la République antiterroriste et le procureur territorialement compétent, et leur violation monte jusqu'à 3 ans de prison. Voici leur liste non-exhaustive : assignation à résidence dans un périmètre donné (commune ou département), pointage au comico qui va de plusieurs fois par semaine à une fois par jour, déclaration et justification de son lieu d'habitation ainsi que de tout changement de ce dernier, placement sous surveillance électronique mobile (soit sous bracelet électronique) avec un périmètre géographique départemental ou national, interdiction de paraître dans un lieu déterminé (c'est arrivé pour la braderie de Lille ou un sommet international), obligation de signaler tout déplacement en dehors de la commune de son domicile, interdiction d'entrer en relation directe ou indirecte avec certaines personnes (jusqu'à plus de dix). Tout cela pour une durée déterminée qui peut aller jusqu'à un maximum de 3 mois, renouvelables jusqu'à un an au total. Et on s'arrêtera ici pour l'instant.



Pour conclure, on notera que le ministère de l'Intérieur a également fourni des détails supplémentaires depuis ses annonces du 5 mars devant la commission des lois du Sénat. C'est d'abord dans un journal d'extrême-droite, le JDD du dimanche 10 mars, que Gerald Darmanin a tenu à livrer quelques chiffres lors d'une interview : 20.000 personnes seraient ainsi actuellement suivies par les renseignements, « 5.000 peuvent passer à l'acte d'une manière ou d'une autre », dont « à peu près 800, qui sont la première cible à l'approche des Jeux » et font l'objet d'un suivi physique quotidien. Et concernant tout ce qui est catalogué comme ultragauche par les services ? Selon Darmatruc, ces derniers « peuvent viser le capitalisme. Ce qui est aussi le cas de l'écologie radicale qui ne passera sans doute

pas à l'acte physiquement, mais contre les biens », avant d'ajouter qu'il se concentre également sur les « possibilités de sabotage d'entreprises ou d'installations, les démonstrations de force, des invasions de terrains, les happenings ou des gens qui se colleraient les mains au sol au passage de la flamme. » Rien de neuf, en somme.

Ensuite, c'est au cours d'une visite au camp militaire de Beynes (Yvelines) le lundi 18 mars, où est testée la « bulle de sécurité » prévue pour protéger la flamme olympique sur son parcours mais aussi l'efficacité du fusil *Skywall* pour chasser les drones, que le ministre de l'Intérieur est une nouvelle fois revenu sur les fameux risques liés au JO.

Selon la presse (Huffington Post, 18/3), parmi les quatre menaces ciblées par ses sbires, il a par exemple mis en garde contre une « *menace contestataire qui ne vise pas à tuer des personnes ou à les blesser, mais à faire des revendications. Et là c'est l'écologie radicale, parmi d'autres mouvements contestataires, qui évidemment est la première menace. Ils ont déjà fait un certain nombre de communiqués ou de messages sur les réseaux sociaux pour dire qu'ils vont essayer d'éteindre la flamme. On voit même sur Internet des tutoriels pour voir comment on l'éteint.* » Mais en la matière, rien ne vaut peut-être le rapport des Renseignements territoriaux qui a fourni son contenu à un article policier paru dans l'hebdomadaire *L'Express* début février 2024, et que nous reproduisons ci-dessous à titre d'information.

Dans la langue italienne, *guastafesta* peut être aussi bien traduit selon le contexte par le littéral *trouble-fête* que par le plus lointain *rabat-joie*, ce qui est sans doute une question de nuance. Dans un cas, il s'agit d'interrompre les plaisirs d'une réunion publique, dans le second on s'évertue plutôt à ternir la joie d'autrui. Si on en croit les services spécialisés, les Jeux olympiques du fric, du nationalisme, de la gentrification et de la technologie semblent bel et bien concernés. Alors *trouble-fête* ou *rabat-joie* ? Faites vos jeux !

[Synthèse de la presse et du Dalloz, 19 mars 2024

Mis à jour le 25 mars avec les nouveaux chiffres du nombre de personnes écartées par le SNEAS, et quelques détails de plus sur le fonctionnement de ce dernier]

SOCIÉTÉ > LES JO DE PARIS 2024

Paris 2024 : comment l'ultragauche entend "m plus gros bordel possible"

Jeux olympiques. L'organisation des Jeux olympiques est scrutée avec attention par des collectifs écolos et de gauche, l'ultragauche. Objectif : profiter de l'événement pour faire entendre leurs revendications, voire le sabotage.

Par Alexandra Saviana | Publié le 09/02/2024 à 11:30



Paris 2024 : comment l'ultragauche entend « mettre le plus gros bordel possible »

L'Express, 9 février 2024

L'organisation des Jeux olympiques est scrutée avec attention par des collectifs écologistes et proches de l'ultragauche. Objectif : profiter de l'évènement pour faire entendre leurs revendications, voire le saboter.

« L'idée, c'est de mettre le plus gros bordel possible », explique Jean*, militant de *Saccage 2024*. Depuis sa création en octobre 2020, le collectif est « entré en résistance face aux saccages écologiques et sociaux que provoquent les Jeux olympiques de Paris en 2024 ». Ce 6 février, dans une salle de la Bourse du travail d'Aubervilliers, face à une poignée de convaincus, Jean prêche. « Dépassement de budget », « expulsion des plus démunis de l'espace urbain », « désastre écologique »... Le militant éreinte l'événement sportif. « On ne peut plus faire annuler les JO de 2024, concède-t-il. Mais les JO de 2030, oui. Si l'édition parisienne entraîne une révolte populaire, le comité olympique réfléchira à deux fois avant d'accepter le dossier ! »

« Il est encore tôt. Mais l'action va monter en puissance dans les prochaines semaines », se persuade Jean. Son espoir est motivé, notamment, par le récent dépôt de préavis de grève de la CGT-RATP jusqu'à la fin des Jeux olympiques. « De quoi imaginer de beaux problèmes dans les transports », rêve-t-il. Mais aussi par la multiplication des organisations qui, ces derniers mois, ont indiqué vouloir participer à la contestation. *Extinction Rebellion*, *Youth for Climate*, *Dernière rénovation* (devenue *Riposte alimentaire*)... Les champions de la désobéissance civile se sont joints aux appels de mobilisation de *Saccage 2024*. Et puis il y a, aussi, le fantasme d'une grogne sociale, reposant sur les braises encore rougeoyantes des manifestations contre la réforme des retraites. En 2023, le slogan « Pas de retrait, pas de JO », en a fait espérer plus d'un. « Il se passe quelque chose, veut croire Arthur, lui aussi militant de *Saccage 2024*. De plus en plus de personnes veulent tenter des actions. »

Menace diffuse

La menace d'ultragauche est diffuse, mais suffisamment précise pour que Beauvau s'en inquiète. Le 22 janvier, le ministre de l'Intérieur a dévoilé le dispositif de sécurisation de la flamme olympique. Une « bulle de sécurité » composée de 100 personnels de police et de

gendarmerie. Gérald Darmanin a indiqué craindre l'action d'un « ensemble de collectifs environnementalistes d'ultragauche », dont *Saccage 2024*, mais aussi *Youth for Climate* ou encore des militants des *Soulèvements de la Terre* feraient partie. Vigilance compréhensible. Le plus grand événement sportif au monde est une vitrine pour la France, mais aussi une formidable caisse de résonance. Pour des collectifs et des organisations rompues à la communication, l'occasion est trop belle pour la laisser filer.

« Chaque édition des JO est ciblée par deux types de contestations : une, opportuniste, qui entend se saisir de la vitrine médiatique et une autre dirigée directement contre l'olympisme et ses valeurs », explique Hugo Bourbillères, maître de conférences en Staps à l'université Rennes 2 et coauteur d'un ouvrage sur les processus d'opposition aux JO de 2024. Quand la candidature parisienne est acceptée, *Saccage 2024* émerge. L'organisation se fait remarquer en 2023, avec la parution d'un texte dans le média indépendant d'extrême gauche *Basta*. Aux côtés d'autres organisations locales, comme le *Collectif de défense des Jardins d'Aubervilliers* ou encore *Youth for Climate Ile-de-France*, les militants imaginent un plan nommé « Pas de bénévoles pour les JOP 2024 : un tutoriel pour gâcher leur campagne de travail dissimulé ». L'idée : être sélectionné parmi les 45 000 volontaires des JO, avant de faire grève au moment de la compétition.

Le service national des enquêtes administratives de sécurité, rattaché à la police nationale, qui scrute les dossiers des futurs bénévoles, aurait laissé passer plusieurs profils de militants anti-JO. « Comme le mien, assure Arthur dans un sourire. Mon casier judiciaire est vierge, donc je suppose que ça ne les a pas alertés malgré mon activité militante. » D'après lui, « environ 500 personnes » seraient passées entre les mailles du filet et auraient la ferme intention de débrayer le jour J. Une « intox », assure-t-on à Beauvau où on évoque, sans plus de précisions, des « mensonges ». « Il n'y a pas de réelle consigne sur ce qu'il faut faire ou non : les volontaires sont invités à ne pas se présenter, ou alors à y aller et à ne rien faire, explicite Arthur. Il s'agit d'être créatif. »

Outre son plan de « grève des bénévoles », *Saccage 2024* revendique avant tout une action « informative ». Dans cet esprit, le collectif a notamment créé une « carte des saccages des JOP 2024 », listant les conséquences jugées néfastes des JO, de la « gare meurtrière de Saint-Denis Pleyel » à « l'augmentation massive de la vidéosurveillance sur le 93 ». Ce dessin coloré a largement circulé sur les sites du microcosme français de l'ultragauche, *Révolution permanente*, *Paris-luttes.info* ou *Indymedia Nantes*. Sa diffusion n'est pas

surprenante. Depuis des mois, les blogs et sites apparentés à la mouvance multiplient les conférences et les contenus anti-JO, se réjouissant de chaque faux pas ou retard de l'organisation. « Jeux olympiques et démocratie : une rencontre impossible », titrait dès octobre 2021 *Paris-luttes-info*. « Les Jeux olympiques du foutage de gueule », s'agaçait le site *Contre Attaque* en janvier. « Les Jeux olympiques, le capitalisme de fête et la réponse des activistes », reprenait le site *Info Libertaire* à la fin du mois. « Les courants politiques anti-révolutionnaires ont toujours abhorré les grandes manifestations sportives, observe Hugo Melchior, chercheur en histoire contemporaine à l'université Rennes 2. En 1976, la *Ligue communiste révolutionnaire* dénonça par exemple dans la presse "la face cachée des Jeux de Montréal". »

« Libre à chacun de s'en saisir »

Certains souhaitent manifestement aller plus loin. Le 28 janvier, le blog *Sans nom*, sorte de revue de presse des actions anarcho-autonomes (un courant de l'ultragauche), reprenait par exemple un article du *Parisien* sous le titre « Paris : les péniches des Jeux olympiques et des bourgeois sur le gril ». Se réjouissant du double incendie ayant ciblé le *Petrus III*, le blog mettait en gras, de manière sibylline, les liens du navire avec les JO.

D'autres sites appellent plus largement à l'action, à l'exemple du site *Radar squat*, qui relaie les appels des réunions bimensuelles pour organiser une « coordination contre les Jeux olympiques », au *Manifesten*, un « café librairie associatif » marseillais. La cité phocéenne, ville d'accueil de la flamme olympique et d'épreuves sportives, attire forcément l'attention des militants. C'est aussi le cas de lieux moins attendus, également marqués par le parcours de la flamme, comme dans le département de la Meuse. Vantant la capacité des activistes meusiens à démarrer des incendies ces dernières années (« véhicules, installations diverses, pylônes électriques, gendarmeries... »), un auteur anonyme de *Sans nom* encourage les départs de feu. « Il reste sept mois pour se montrer dignes de cette célébration et multiplier autant que possible les foyers de réjouissances jusqu'au bouquet final du 29 juin », est-il écrit .

Dans un autre billet de blog, cette fois du site Lorrain « Manif'Est », un auteur anonyme encourage les attaques des « JO du contrôle », en dévoilant une liste « non exhaustive » d'une cinquantaine d'entreprises ayant participé à la sécurisation cyber des JO. On y trouve les adresses postales de leurs sièges, mais aussi les noms, mails et mêmes numéros de

téléphone de leurs responsables d'affaires publiques, responsables clients ou dirigeants. « Il nous a semblé important de partager les informations qu'on a pu recueillir », indique le billet, qui se conclut par un menaçant : « Libre à chacun de s'en saisir de la manière qui lui semblerait appropriée ».

A ces actions éparses s'ajoutent celles de collectifs habitués à la désobéissance civile, comme *Dernière rénovation* ou *Extinction Rebellion*. En novembre, le golf national de Saint-Quentin-en-Yvelines a été l'objet d'une attaque d'activistes, plusieurs individus ravageant une partie du green. « Les JO approchent... Avec *Saccage 2024*, les actions vont se multiplier », promettait, deux mois avant, la branche Ile-de-France du collectif. « Plus qu'une action autour de la flamme olympique, qui sera très bien protégée, il faut craindre un coup d'éclat de ces organisations pendant la cérémonie, par exemple, ou en marge des épreuves, note un ancien hiérarque du ministère de l'Intérieur. Ce ne serait pas une action violente, plutôt un geste très médiatique, pour perturber et bénéficier de la tribune des Jeux ». Une initiative similaire à celle menée par deux militantes de *Riposte alimentaire* qui ont aspergé fin janvier la vitrine de la Joconde, au Louvre. « Des actions de désobéissance civile contre les JO vont commencer à partir de mars, assure un membre de *Youth for Climate*. Elles sont en cours d'élaboration avec plusieurs collectifs. »

*Le prénom a été modifié

Radio-Canada a du sang sur les mains : retour sur les vitrines détruites dans la nuit du 12 au 13 mars.

Publié le 2024-03-19 07:38:56

**Radio-Canada a du sang sur les mains :
retour sur les vitrines détruites dans la nuit
du 12 au 13 mars.**

Mar 152024



Dans la nuit du 12 au 13 mars, les vitrines de la maison de Radio-Canada ont été détruites par des militant-es en réponse au choix de Radio-Canada d'utiliser sa large plateforme pour amplifier des discours transphobes proche de ceux de l'extrême-droite.

Le reportage TransExpress paru à l'émission Enquête le 29 février 2024 est une attaque intellectuellement et scientifiquement malhonnête envers les personnes trans et leur accès aux soins de santé. Ce reportage représente un glissement idéologique qui sert à légitimer les demandes transphobes de l'extrême droite, qui va attiser les violences envers les communautés trans, présentement de plus en plus ciblées. Radio-Canada et ses journalistes ont choisi d'entretenir une panique morale qui met la communauté trans, et en particulier les jeunes trans, en danger.

Ne nous laissons pas avoir par la prétention de neutralité journalistique et de « simple curiosité » : Pasquale Turbide et l'équipe de Radio-Canada ont choisi de laisser la parole à des pseudo-experts discrédités comme Lisa Littman et le SEGM. Leurs discours alarmistes sont déjà liés à une augmentation de la violence en Angleterre et aux États-Unis. La journaliste refuse de faire un réel effort de recherche et de compréhension de la réalité trans. Dans le reportage, elle utilise un langage transphobe et irrespectueux des communautés, mégenrant constamment les personnes trans. Même les passages qui se veulent reconnaître la réalité trans le font dans un cadre de psychiatrisation de la transidentité, invitant plus de contrôle médical de la part de l'état. Nous ne voulons pas du contrôle de l'état sur nos corps! Tout le monde devrait pouvoir expérimenter comme bon leur semble, quitte à faire des erreurs, sans avoir à demander la permission aux chiens de garde de l'état. Nous ferons de nos corps ce que bon nous semble, à tort ou à raison, n'en déplaise à l'état et à la petite bourgeoisie culturelle.

On voit clair dans l'agenda de Radio-Canada et son empressement à capitaliser sur cette panique morale pour augmenter ses cotes d'écoute. Comment expliquer autrement d'avoir fait venir Pasquale à Tout le monde en parle, sans lui opposer d'interlocuteur-ice informé-e pour opposer ses discours transphobes et sensationnalistes?

Comme toujours le capitalisme et l'état, face aux crises répétées et à la gronde populaire, cherchent à détourner l'attention des classes populaires. Plutôt que de parler de l'effondrement des services publics, de la crise du logement, de la crise climatique, de la

montée du fascisme, de la violence policière ou du génocide en Palestine, il est plus facile de créer une menace imaginaire. La dérive fasciste de nos sociétés se sert de la communauté trans comme d'un bouc émissaire. L'état de plus en plus autoritaire et violent cherche à faire de nous un ennemi face auquel justifier son pouvoir et sa violence. Et ne vous attendez pas à ce qu'il s'arrête là tant qu'on ne les arrête pas.

Ces discours ont des conséquences réelles sur les décisions concernant l'accès aux soins de santé pour les personnes trans, mais aussi sur l'hostilité et la violence que les communautés trans vivent au quotidien, en particulier les jeunes trans. Ce n'est pas neutre que de répéter aux heures de grandes écoutes les discours poussés par l'alliance des forces d'extrême-droite. Quel honte de réentendre les propos de la droite religieuse, des néo-nazis, des masculinistes et du reste du camp de la haine sur une chaîne d'information publique! Ce reportage mensonger va encourager les mouvements haineux qui causent la mort des jeunes trans, par meurtre ou par suicide, comme c'est arrivé encore très récemment en Oklahoma. Quand un jeune trans tombera sous les coups de la transphobie, est-ce que l'équipe d'Enquête prendra ses responsabilités dans l'affaire? Feront ils une heure de reportage sur l'étendue des violence transphobes qui, contrairement à l'accès aux soins, tuent? Nous voyons clair dans leur jeu. Nous ne nous laisserons pas faire.

Il n'y a pas de « problème trans » mais il y a des trans qui ont un problème avec vous. En choisissant de participer à une campagne de désinformation et de propagande haineuse envers nos communautés, derrière un vernis pseudo-scientifique d'autant plus dangereux, peut-être ces journalistes se sont-ils dit que la communauté trans est une cible facile, peu nombreuse, isolée et multi-marginalisée.

Mais comprenez bien que nous ne sommes pas seul-es : Nos alliées sont nombreux-es et notre rage est profonde. Nous sommes déterminé-es et solidaires. Ce ne sera ni la première, ni la dernière fois que les queers bash back!

Annecy : « Fck Airbnb, refugees welcome »

Publié le 2024-03-20 19:25:11

extrait du ~~Dauphiné Libéré~~ / mercredi 20 mars 2024

L'association des riverains de la vieille ville d'Annecy a repéré, ce mardi, **un tag hostile à Airbnb** sur un mur de l'escalier du Château. Il s'agirait, selon les membres de l'association, d'un acte en lien avec le ras-le-bol des habitants permanents qui « n'en peuvent plus des Airbnb ». [...]



Berne (Suisse) : feu aux bornes de recharge électriques

Publié le 2024-03-21 06:19:29



La neutralité carbone à quel prix ?

(Traduit de l'allemand de Barrikade, 25 février 2024)

La neutralité carbone à quel prix ? Ou pourquoi nous attaquons les bornes de recharge électriques Ubricity (Shell).

La catastrophe climatique est là, et l'avenir est tout sauf positif. Entre-temps, une plus grande partie de la population en a pris conscience, et pourtant les mesures politiques contre la destruction de la Terre restent largement absentes. Comment le pourraient-elles ? Pour cela, il faudrait fondamentalement remettre en question et bouleverser le système économique et les privilèges de la riche Europe et de l'Amérique du Nord. Car tant que nous vivons dans un système économique néolibéral avec une exploitation globale et des voies de transport autour de la moitié de la planète et que nous nous partagerons le monde avec des groupes orientés vers le profit, rien – ou en tout cas trop peu – ne changera dans ces conditions.

Suite à la révolte de la majorité des jeunes du monde entier contre la catastrophe climatique, les entreprises et les gouvernements ont dû prendre des mesures pour protéger le climat. Il est désormais indéniable que la Terre se réchauffe irrémédiablement et que les émissions de CO² des moteurs à combustion et de l'industrie jouent un rôle central dans ce processus. La question des dirigeants pourrait donc être la suivante : comment contraindre à nouveau les personnes en colère et désespérées à jouer un rôle capitaliste et productif ?

Pour cela, il faudrait en premier lieu rétablir la confiance dans la politique et le système économique, afin que les gens ne protestent plus, qu'ils participent de manière motivée au marché du travail et de la consommation et qu'ils croient en même temps faire quelque chose de bien – ou, comme on le dit actuellement, laisser une empreinte écologique aussi faible que possible.

La tentative de rétablir cette confiance est toutefois hypocrite. Il ne s'agit jamais d'une tentative sincère de mettre en place et de soutenir des systèmes économiques durables et décentralisés. Pour les décideurs économiques et politiques, il s'agit uniquement de jouer à l'ancien jeu sous une nouvelle couverture. Cela signifie l'orientation vers le profit et la maximisation des bénéfices sous un vernis vert. **Pour ce faire, les dirigeants ont choisi un ennemi principal, qu'ils combattent tant bien que mal pour se blanchir, en s'inspirant de discours et de débats réellement importants : le CO². Ainsi, les questions relatives au climat et à notre environnement ne se concentrent que sur un seul aspect de la catastrophe.** En fait, c'est assez pratique, les combustibles fossiles sont un produit fini et les réserves s'épuisent. D'une pierre deux coups.

Pas de CO² = durable ?

Les discours parlementaires sur la réduction des émissions de CO₂ remettent au goût du jour des idées de plus en plus absurdes. Par exemple, au Parlement européen, l'énergie nucléaire a de nouveau été considérée comme une source d'énergie « durable » ¹. Quelle blague, Tchernobly et Fukushima ne suffisent-ils pas ? Il n'est pas nécessaire d'en dire plus.

Un autre point qui revient souvent dans ce discours est la mobilité en voiture, en avion ou par d'autres moyens de transport. En Suisse, par exemple, les voitures à essence et diesel font encore partie de la normalité de nombreuses personnes. Mais ce n'est pas forcément parce que les gens sont paresseux, trop gâtés ou irrespectueux. Les bouchons de plusieurs

kilomètres sur les autoroutes se produisent dans la plupart des cas le matin au début du travail et le soir à la fin de la journée. **Il s'agit donc d'une mobilité volontaire limitée qui est étroitement liée à la conception capitaliste du travail et qui montre aussi la dépendance salariale des personnes qui doivent faire la navette.**

Et à propos, tant que les transports publics seront aussi outrageusement chers, et le seront de plus en plus, il n'y aura pas de transfert vers des moyens de transport collectifs. Salutation aux CFF. [chemins de fer suisses] en la matière.

Cependant, il ne faut pas seulement tenir compte du transport individuel, mais aussi du transport de marchandises par camions et autres, qui est guidé par des intérêts financiers. Dans ce contexte, on peut se demander comment les carottes en boîte de nos supermarchés sont transportées d'un champ en Allemagne jusqu'aux Pays-Bas pour y être épluchées, puis jusqu'en Belgique pour y être emballées avant d'arriver sur nos étals ? Un exemple qui n'est pas tout à fait fictif, mais qui illustre déjà à petite échelle les dérives absurdes du transport de marchandises.

Ce ne sont que quelques exemples des absurdités, des problèmes et des contradictions qui apparaissent lorsque nous nous penchons sur la question des émissions de CO2. Il semble logique qu'il n'y ait pas que des réponses et des solutions rapides à ces circonstances, si l'on considère les diverses réalités des hommes dans le monde. Cependant, les dirigeants semblent avoir déjà trouvé une solution pour que cette consommation soit compatible avec leur conception de la durabilité.

On nous présente une variante de la « consommation durable » comme la solution : l'e-mobilité. Elle serait neutre en carbone, moderne, efficace... et en plus extrêmement chère à l'achat. Et tant qu'aucune fumée malodorante ne s'échappe d'un quelconque pot d'échappement, nous pouvons aussi avoir une sacrée bonne conscience. **Mais quelles sont donc les matières premières utilisées dans ces voitures électriques « durables » ?**

Voici un bref aperçu, non exhaustif :

- **Lithium** : zones d'extraction en Australie, en Chine et dans les déserts salins d'Amérique du Sud. L'eau salée est pompée vers le haut et s'évapore. Influence sur les quantités d'eau potable incertaine.
- **Cobalt** : zones d'extraction principalement au Congo et en Chine. L'extraction entraîne le déplacement de nombreuses personnes. Travail des enfants et violations des droits de l'homme dans de nombreux cas.
- **Nickel** : zones d'extraction notamment en Chine, en Russie, en Indonésie et aux

Philippines. Les métaux lourds se retrouvent en grande quantité dans les rivières et la mer, ce qui entraîne une destruction des écosystèmes aquatiques.

– **Cuivre** : zone d'extraction, notamment en Équateur. Les métaux lourds se retrouvent en grande quantité dans les rivières et la mer, ce qui entraîne une destruction des écosystèmes aquatiques.²

Résumons donc brièvement : poussés par des structures de pensée capitalistes et coloniales, les habitants du Nord mondial émettent tellement de CO² par leur consommation et leur mobilité que le climat se réchauffe à tel point que de grandes parties de la Terre s'assèchent et ne sont ou ne seront plus habitables pour l'homme et les autres animaux. Ou, en raison de l'élévation du niveau de la mer, elles n'existent même plus et seront bientôt englouties. La conséquence capitaliste est donc la suivante : achetons une voiture électrique Tesla, Audi, VW, Renault, Fiat ou autre et nous n'émettrons plus de CO² lors de nos trajets quotidiens rien que pour aller travailler et nous pourrions avoir bonne conscience. L'extraction et la transformation des ressources nécessaires ne sont pas en cause. Car les eaux empoisonnées, les enfants exploités, les forêts détruites et les personnes déplacées ne sont pas très favorables aux relations publiques. Mais bon, au moins, les têtes pensantes de l'industrie automobile et des carburants s'enrichissent désormais de plus en plus en étant neutres en carbone. Un exemple actuel et local :

Shell, l'un des plus grands fournisseurs mondiaux de carburant (c'est-à-dire de carburant avec CO²), étend depuis un certain temps ses activités vers l'e-mobilité. Shell a repris evpass en février 2023. *Evpass* a développé et exploite le premier réseau public de bornes de recharge de Suisse pour l'e-mobilité. Un tiers du réseau de *Shell Recharge* et d'*ubitricity* en fait partie.³ **Et c'est précisément *Ubitricity* qui a lancé à Berne, en collaboration avec EWB (*Energie Wasser Bern*), *Siemens* et *MOVE*, un projet pilote visant à utiliser les éclairages publics également comme stations de recharge électrique.?**

Cela montre une fois de plus comment les grandes entreprises veulent nous tromper. En extrayant et en vendant des combustibles fossiles, Shell détruit chaque jour l'espace vital et donc les bases de vie de milliers de personnes et d'autres êtres vivants. L'appât du gain de tels géants mondiaux est systémique et insatiable. Malgré cela, ils tentent de présenter aux consommateurs une solution « durable » par le biais de telles actions de greenwashing, afin de détourner l'attention de leurs méfaits destructeurs. **Le problème reste toutefois le**

système capitaliste, qui dépend d'une croissance éternelle. Tant que ces entreprises devront générer des bénéfices pour leurs actionnaires, elles continueront à piller la planète. Et le capitalisme « vert » n'y changera certainement rien.

Pour nous, la politique consistant à déplacer les problèmes, à ignorer les problèmes réels (système économique capitaliste) et à perpétuer les problèmes (exploitation coloniale) n'a rien à voir avec la durabilité. Nous devons cesser d'essayer de trouver des solutions aux problèmes. Nous devons accepter que le système économique capitaliste et le mode de vie du soi-disant « Occident » vendu à travers la publicité sont au cœur de la grande majorité des problèmes dans le monde. Le profit, la consommation, l'importation, la culture du jetable, la productivité ne sont que quelques exemples des domaines dans lesquels nous devons impérativement revoir notre copie. Et les voitures électriques sont donc principalement un pansement pour la mauvaise conscience – justifiée – des classes aisées (et majoritairement blanches).

Et comme les mots et les protestations pacifiques ne suffisent malheureusement pas à changer les choses, nous avons incendié les stations de recharge d'ubricity (Shell) dans la Huberstrasse à Berne, et les avons remplies de mousse expansive la Thormannstrasse, la nuit du vendredi au samedi 24 février.

Quelques anarchistes

PS : L'imitation est la bienvenue, mais attention aux caméras sur place et à votre itinéraire aller et retour. Renseignez-vous sur la mise en œuvre des actions à faible trace (empreintes digitales, ADN) et utilisez Tails et Tor uniquement pour la préparation et la publication. Et laissez vos téléphones portables, montres intelligentes, etc. à la maison. Soyez prudent ET dangereux.

¹ <https://www.europarl.europa.eu/news/de/press-room/20220701IPR34365/taxonomy-no-objections-against-classification-of-gas-and-nuclear-power-as-sustainable>

² <https://www.geo.de/wissen/elektroautos-woher-kommen-die-rohstoffe-31564220.html>

³ https://www.shell.ch/de_ch/medien/shell-presseinformation/2023/shell-uebernahme-evpass-et-wird-groesster-ladenetz-provider.html

? <https://ubitricity.com/de/pressereleases/erste-laternenladestellen-in-der-schweiz/>

Carapatage#67 – Entretien avec une personne incarcéré en Suisse (20.03.24)

Publié le 2024-03-23 11:16:03



Lien du téléchargement

Lien vers le podcast

Des infos sur l'actualité de l'intérieur et de l'extérieur en France et en Suisse. Et ensuite un interview avec Jeremy incarcéré pendant 3 mois en Suisse à la prison de Champs-Dollon dans le canton de Genève. Il raconte son passage en prison suite à son arrestation accusé de sabotages de voitures Lafarge-Holcim.

Sommaire :

- **00.02.20 : Brèves**

- Surpopulation à la prison de Villepinte
- Voitures de Tesla incendiées à Chambéry
- Prison de Saint-Mihiel, matons KO
- Genève, deux personnes tués en garde-à-vue
- Meurtre de la police à Aubervilliers et répression
- Répression suite à l'incendie de la porte de la mairie de Bordeaux
- Tags et bris de vitre chez l'architecte du SAS de Caen

« La participation citoyenne » nouveaux voisins vigilants

- Agenda : Marche pour Wanys, Rassemblement aux Baumettes et weekend anti-carcéral à Genève

- **00.16.48: Introduction**
- Arrestation et perquisition
- **00.31.38 : Son arrivée en prison**
- **00.47.20 : Conditions à Champs-Dollon**
- **01.04.17 : Souvenirs et sortie de taule**

Playlist

- **Number 9** – Riot in cell block
- **La santa Cecilia** – Mar y cielo
- **Cheikh Sidi Bémol** – Les menotes es siloun wel qellouza
- **Ratur** – Océan
- **Lily Allen** – Smile

Ressources

- **Evènement à Marseille** : <https://mars-infos.org/72-heures-contre-les-prisons-7429>
- **Le blog de Parlons prison** sur lequel on retrouve entre autre des articles sur les luttes à l'intérieur, sur l'affaire de Jérémy et sur leur projet : <https://parlonsprisons.noblogs.org/>

Partage :

Vézeronce-Curtin (Isère) : le parc à daims ne passe pas crème



Le parc Ludo Gaïa victime de vandalisme

Le Dauphiné, 22 mars 2024 (extrait)

Le site de Vézeronce-Curtin – qui comprend des tourbières, des daims, des expositions pour sensibiliser à la nature – a vu ses bâches informatives déchirées. **En trois endroits différents de la commune, le matériel du parc LudoGaïa a été dégradé volontairement.**

Pour Maurice Rochet*, c'est une action ciblée contre le parc. LudoGaïa, un site à Vézeronce-Curtin qui veut éveiller ses visiteurs à la nature, a été victime de vandalisme . « *Comme d'autres associations, nous avons installé des bâches pour promouvoir notre parc sur les panneaux officiels de la mairie, aux différentes entrées de la commune. **Ce matin, sur trois endroits, nos bâches étaient déchirées, lacérées*** », déplore le responsable de LudoGaïa.

LudoGaïa, en janvier 2023, avait déjà, par deux fois, été victime de vandalisme. La clôture avait été découpée, laissant des daims du parc s'échapper. « *Pour cette fois on s'était dit que ce sont des animalistes. Après, nous n'avons plus eu de souci. Mais là, on ne voit pas. C'est décourageant car on investit de l'argent et on s'implique bénévolement. Nous, ce qu'on veut, c'est faire du bien autour de nous.* »

[* « Tout commence il y a presque 5 ans, en 2017 : Maurice et Alex découvrent ce sympathique animal qu'est le daim par l'intermédiaire de Georges, un ami de Maurice qui exploite un « parc à daims » dans le Cantal (Junhac)... En 2019, « L'Equipe de Fondateurs »

(tous bénévoles) est officiellement créée : Maurice, ingénieur agronome et multi-entrepreneur (agronomie, immobilier...), à l'initiative du projet... » (extrait du site de LudoGaïa)]

Perrignier (Haute-Savoie) : un salut éclair à la mairie

Publié le 2024-03-23 11:16:54



Perrignier La mairie victime d'un acte de vandalisme

Le Dauphiné, 22 mars 2024

La mairie de Perrignier a fait l'objet d'un acte de vandalisme dans la nuit de mercredi 20 à jeudi 21 mars. **La porte d'entrée de l'établissement a été fracturée et la vitre principale brisée à coups de cailloux.** Ce sont les voisins du bâtiment qui ont constaté les faits en début de matinée. **« Il était 4 h 30 quand la voisine qui occupe l'appartement situé juste au-dessus a entendu un grand bruit. Elle a aussitôt ouvert ses volets pour voir sa provenance, mais le ou les auteurs des faits avaient déjà disparu »,** a confié Claude Manillier, maire de Perrignier. Et de préciser : **« Les gendarmes de Bons-en-Chablais, en charge des investigations et de l'enquête, ont retrouvé un pavé qui a été lancé contre la porte**

et des empreintes de semelles de chaussures sur le vitrage. » La mairie va déposer plainte contre cet acte de vandalisme.

Prison de Dresde (Allemagne) : Des nouvelles de Maja et une salutation de sa part

Publié le 2024-03-23 11:17:14



20 mars 2024

Maja est enfermée, depuis désormais trois mois,

dans la maison d'arrêt de Dresde. Elle/il a été arrêté.e en raison d'un mandat d'arrêt allemand. Son arrestation est liée à l'enquête sur plusieurs affrontements avec des néonazis, dans les jours autour du « Jour de l'honneur » [le 11 février ; NdAtt.] 2023. Les autorités hongroises ont aussi émis un mandat d'arrêt européen, c'est pourquoi une procédure est en cours, pour déterminer si l'extradition aura lieu ou non.

La situation, lors d'une détention préventive, est plus contraignante que dans le régime pénitentiaire général. Dans le cas de Maja, il y a une fouille hebdomadaire de la cellule, la surveillance de tout son courrier par le procureur et en plus la police judiciaire du Land de Saxe surveille les personnes qui lui rendent visites. Mais ça ne suffisait pas. Maja a passé presque un mois et demi à l'isolement. La raison semble assez tirée par les cheveux. Une prétendue remise secrète d'un bout de papier et un objet apparemment dangereux trouvé dans sa cellule l'ont conduit.e à l'isolement. Toutes ses lettres lui ont été enlevées et à partir de ce moment-là tout contact lui a été interdit, situation qui s'est desserrée avec le temps, de sorte que Maja pouvait faire des parloirs, bien qu'avec une vitre de séparation. Depuis début mars, cet harcèlement est heureusement terminé.

Maja se trouve dans le monde quotidien de la détention et se porte bien, compte tenu des

circonstances. Elle/il a la possibilité de choisir des activités, à la maison d'arrêt, et s'est engagé.e à commencer une formation.

Alors que l'Italie a décidé de ne pas extraditer Gabri, Maja doit encore attendre la décision des autorités allemandes. Nous devons clairement empêcher une extradition vers l'Hongrie, un État autoritaire, qui soutient les néonazis, avec des conditions de détention inhumaines et des peines complètement disproportionnées. Soutenons donc, par tous les moyens, la campagne #NoExtradition.

Chaque mois, il y a un rassemblement à la maison d'arrêt de Dresde, pour soutenir la requête de rejet de la demande d'extradition.

Maja est très reconnaissant.e pour le grand soutien et parfois un peu débordé.e par les nombreux courriers. Le temps ne lui suffit pas pour répondre tout de suite à tout le monde. Soyez donc indulgent.es. Mais merci beaucoup à toutes les personnes qui lui écrivent et se solidarisent avec elle/lui !

Voici un petit mot de salutation, de sa part, à l'occasion du Jour du/de la prisonnier.e politique, le 18 mars :

Salut mes cher.es,

je voudrais vous saluer chaleureusement, à l'occasion du Jour du/de la prisonnier.e politique. Je m'appelle Maja et je suis en détention préventive depuis trois mois et, en plus de la menace de plusieurs années en prison, il y a aussi celle d'une extradition vers la Hongrie. On m'accuse d'agressions contre des néonazis.

Je tiens à remercier de tout mon cœur toutes les personnes qui me soutiennent. Les lettres, les cartes postales, les visites et la solidarité me donnent de la force et m'encouragent et tout cela m'occupe beaucoup l'esprit, surtout pendant le mois et demi de mon isolement. Je salue également toutes les personnes touchées par la répression et les prisonnier.es.

Un grand merci à tout le monde !

Maja

Vous trouverez toutes les informations sur l'affaire des antifas de Budapest sur le site basc.news.

Note d'Attaque :

Pour lui écrire, merci d'adresser vos courriers au comité de soutien, qui les fera suivre.

L'adresse postale est :

Gefangenensolidarität Jena

c/o Infoladen Jena

Schillergässchen 5

07745 Jena (Allemagne)

L'adresse mail (clef PGP disponible) : solibriefe-budapest@systemli.org

Généré automatiquement par Vive l'Anarchie Daemon.